

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de la



Wallonie

NOTE D'ANALYSE – 28 mars 2022

BANNENBERG Jonathan. « Les militaires brésiliens et Jair Bolsonaro : du soutien à la prise de distance », *Note d'Analyse du GRIP*, 28 mars 2022, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/les-militaires-bresiliens-et-jair-bolsonaro-du-soutien-a-la-prise-de-distance>



Les militaires brésiliens et Jair Bolsonaro : du soutien à la prise de distance

par **Jonathan Bannenberg**

28 mars 2022

Résumé

En 2018, Jair Bolsonaro a pu compter sur le soutien des militaires brésiliens pour remporter l'élection présidentielle. Pourtant, après trois ans au pouvoir, il a vu ses relations avec l'armée se détériorer de manière notable. Un événement marquant a été la démission simultanée, le 30 mars 2021, des commandants de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air. L'objectif de ce texte est de comprendre cette détérioration. Il permettra de mettre en évidence une tendance plus profonde, qui voit l'institution militaire tenter de sauvegarder, à quelques mois de la prochaine élection présidentielle, les leviers lui permettant de continuer à peser sur la conduite du pays en cas de défaite de Bolsonaro.

Abstract

Brazil's military and Jair Bolsonaro: from support to distancing

In 2018, Jair Bolsonaro was able to count on the support of the Brazilian military to win the presidential election. However, after three years in power, his relationship with the military deteriorated significantly. A key event was the simultaneous resignations on 30 March 2021 of the commanders of the Army, Navy and Air Force. The aim of this paper is to understand this deterioration. It will highlight a deeper trend that sees the military institution trying to safeguard, a few months before the next presidential election, the levers that will allow it to continue to influence the conduct of the country in the event of Bolsonaro's defeat.

Introduction

Au cours de ses deux mandats successifs à la présidence du Brésil, de 2003 à 2010, Luiz Inácio Lula da Silva, plus connu sous le nom de « Lula », avait réussi à maintenir des relations cordiales avec l'armée en accordant une attention particulière au secteur de la défense. À l'augmentation des ressources allouées aux forces armées s'ajoutait ainsi la publication en 2005 de la Politique de défense nationale qui devait servir de base institutionnelle pour « *développer l'industrie nationale de défense afin qu'elle conquière l'autonomie nécessaire dans les technologies indispensables à des fins de défense* »¹. En 2008, pour la première fois de son histoire, le Brésil se dotait d'une vision stratégique officielle de long terme en promulguant la Stratégie nationale de défense². Celle-ci visait à mettre en œuvre les objectifs fixés par la Politique de défense nationale.

En 2011, l'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff a troublé la relative stabilité que Lula avait su maintenir dans les relations entre le pouvoir exécutif et les forces armées. Un tournant majeur a été la création de la Commission nationale de la vérité, qui avait pour mission d'enquêter sur les crimes commis pendant la dictature militaire de 1964-1985 et que l'armée considérait comme un stratagème vindicatif créé par une ancienne combattante de la guérilla³. Aux yeux des militaires, cette Commission représentait une attaque contre la loi de 1979 assurant une amnistie sans restriction aux crimes commis des deux côtés⁴.

En outre, frappé par une crise économique et des scandales de corruption à répétition, le pays a pris un retard considérable dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de défense : « *Le Brésil devait détenir, avant 2047, vingt sous-marins conventionnels, six sous-marins à propulsion nucléaire et un porte-avions, ce qui lui aurait donné la plus grande flotte de l'Atlantique sud [mais] il a dû ravalier ses ambitions dans la plupart des domaines, et le premier engin nucléaire ne brisera pas les lames avant 2029 (au lieu de 2023).* »⁵

N'ayant définitivement plus confiance dans le Parti des travailleurs (PT, gauche), qui a gouverné le Brésil de 2003 à 2016, les militaires ont apprécié une série d'événements qui se sont déroulés entre 2016 et 2018 : la destitution de Rousseff en août 2016⁶,

1. Décret n° 5.484 du 30 juin 2005, cité par LOPES DA SILVA Diego, « Brazil: Reassessing Brazil's arms industry », dans HARTLEY Keith et BELIN Jean (dir.), *The Economics of the Global Defence Industry*, Londres et New York, Routledge, 2020, p. 485 (traduction libre).

2. Voir ZIBECHI Raúl, « Que veulent les militaires brésiliens ? », *Le Monde diplomatique*, n° 779, février 2019, p. 13.

3. Rousseff avait été torturée par le régime militaire et emprisonnée pendant deux ans et demi de 1970 à 1972.

4. Voir MESSIAS DA COSTA Wanderley, « Les forces armées et leur rôle politique », *Hérodote*, n° 181, 2021, p. 20.

5. ZIBECHI Raúl, *loc. cit.*, p. 13.

6. Voir *ibidem*. Considérée en partie responsable du « scandale Petrobras », une affaire de corruption de grande ampleur impliquant notamment le groupe pétrolier public *Petrobras*, Rousseff est destituée par

l'emprisonnement de Lula en avril 2018 et la montée en puissance de Jair Messias Bolsonaro⁷. Lors de la campagne présidentielle de 2018, ce dernier a ainsi pu compter sur leur soutien pour remporter l'élection à l'issue du second tour qui l'a opposé au candidat du PT, Fernando Haddad.

Pourtant, après trois ans au pouvoir, Bolsonaro a vu ses relations avec l'armée se détériorer. Un point culminant a été la démission simultanée des commandants de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air le 30 mars 2021. La veille, le ministre de la Défense, le général à la retraite Fernando Azevedo e Silva, avait été limogé par le président. Ces événements illustrent les tensions qui existent désormais entre le chef de l'État et les forces armées⁸. Dès lors, comment comprendre cette atteinte des relations entre les militaires et Bolsonaro ?

L'objectif de ce texte est d'analyser l'évolution de ces relations, de l'alliance entre les forces armées et Bolsonaro dans le cadre de l'élection présidentielle de 2018 aux événements de mars 2021. La démarche se décline en deux étapes. La première s'intéresse au soutien des militaires à l'élection de Bolsonaro et au processus de militarisation du pouvoir qui s'en est suivi. La seconde analyse l'évolution des rapports entre les forces armées et le président jusqu'à la crise de mars 2021. Ensemble, ces parties permettent de mettre en évidence une démarche voyant l'institution militaire tenter de sauvegarder sa crédibilité publique dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et de préserver, à quelques mois de l'élection présidentielle, les leviers lui permettant de continuer à peser sur la conduite du pays en cas de défaite de Bolsonaro.

1. Le soutien réciproque entre les militaires et Bolsonaro

Partageant une idéologie conservatrice quant à la lecture historique de la période dictatoriale (le régime militaire aurait héroïquement sauvé la démocratie brésilienne de la menace communiste) et la manière de répondre aux défis sécuritaires du pays (en favorisant notamment le recours à la force)⁹, les militaires ont considéré Jair Bolsonaro comme le défenseur de leurs intérêts, qu'ils sentaient de plus en plus menacés par la détérioration de leurs relations avec le PT¹⁰. Dès lors, ceux-ci n'ont pas hésité à afficher un soutien plus ou moins direct à sa candidature à l'élection présidentielle de 2018¹¹.

un vote du Sénat fédéral le 31 août 2016. Immédiatement après le scrutin, son vice-président Michel Temer lui succède comme chef de l'État.

7. Lula s'était retrouvé pris dans les tourments de l'enquête judiciaire anticorruption *Operação Lava Jato*.

8. Voir Crisis Group, « [The Might and the Right: How Far Will Brazil's Military Back Bolsonaro?](#) », *Commentary*, 1^{er} juillet 2021.

9. Voir BANNENBERG Jonathan, « [Brésil : la réponse militaire à l'insécurité ou la perpétuation de la violence](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 23 mars 2021.

10. Voir Crisis Group, *op. cit.*

11. Par exemple, le 3 avril 2018, à la veille d'un jugement décisif de la Cour suprême concernant un recours de Luiz Inácio Lula da Silva afin d'éviter son emprisonnement, le chef de l'armée de l'époque, le général Eduardo Villas Bôas, avait publié un *tweet* contenant en relief une menace d'intervention militaire pour

Plusieurs observateurs pointent ainsi le rôle joué dans l'accèsion au pouvoir de Bolsonaro par le « parti militaire » ; à savoir, d'après le colonel Marcelo Pimentel :

Un groupe soudé, hiérarchique, discipliné, avec des caractéristiques autoritaires et des prétentions claires au pouvoir politique, dirigé par une poignée de généraux formés dans les années 1970 à l'Académie militaire d'Agulhas Negras, qui faisaient ou font partie du haut commandement de l'armée. Leur défense d'une idéologie, leur mode de pensée les dotent de caractéristiques associées aux partis politiques formels¹².

Ce parti militaire montre que l'armée a toujours revendiqué l'exercice d'une forme de pouvoir sur le destin politique du Brésil¹³. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la contribution décisive du corps des officiers à l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro qui, en retour, pouvait bénéficier d'un socle lui assurant stabilité et soutien¹⁴. Du point de vue des relations civilo-militaires, cette alliance a jeté les bases d'une militarisation de l'appareil d'État, qui a marqué un tournant dans le processus de redémocratisation visant à garantir la primauté du pouvoir civil sur le militaire. Ainsi, concernant le gouvernement de Bolsonaro, le professeur Wanderley Messias da Costa souligne que « celui-ci se caractérise par l'implication des forces armées dans la politique brésilienne au degré le plus élevé depuis la fin du régime militaire en 1985 »¹⁵. Cette implication se matérialise dans un processus de militarisation du pouvoir qui se traduit notamment par l'augmentation du nombre de militaires au sein du gouvernement et de l'administration.

1.1. Une militarisation du pouvoir : l'augmentation du nombre de militaires au sein du gouvernement et de l'administration

En juillet 2020, Jair Bolsonaro comptait onze officiers dans son cabinet, alors qu'aucun des cinq présidents sous la dictature militaire de 1964-1985 n'en a eu plus de sept dans son gouvernement. Parallèlement, le nombre de militaires dans l'administration publique a connu une augmentation significative. Un rapport du Tribunal des comptes de l'Union recensait, en juillet 2020, 6 157 militaires occupant des postes normalement réservés aux civils ; en 2016, quand Dilma Rousseff était au pouvoir, ils étaient deux fois

faire pression sur l'autorité judiciaire afin que l'ancien chef de l'État soit définitivement retiré de la course à la présidence ; deux ans plus tard, Villas Bôas reconnaissait dans un entretien que ce tweet avait été rédigé avec l'assentiment de l'ensemble de l'état-major.

12. RUSCHEL René, « [O Brasil é refém do Partido Militar, diz coronel](#) », *CartaCapital*, 30 mai 2021, cité par CACCIA BAVA Silvio, « Stratégie de la tension au Brésil », *Le Monde diplomatique*, n° 811, octobre 2021, p. 10.

13. Le professeur Wanderley Messias da Costa note que « l'influence et la participation des forces armées dans la vie politique nationale font corps avec l'histoire du pays, depuis sa formation territoriale [...] jusqu'à nos jours » ; MESSIAS DA COSTA Wanderley, *loc. cit.*, p. 10.

14. Voir CHIRIO Maud, « [Le Brésil, une démocratie militarisée](#) », *The Conversation*, 3 juin 2021.

15. MESSIAS DA COSTA Wanderley, *loc. cit.*, p. 21.

moins nombreux¹⁶. Quant aux grandes entreprises publiques (comme *Petrobras* ou *Electrobras*), Bolsonaro a considérablement accru la présence d'ex-militaires dans leurs conseils d'administration¹⁷.

Ayant activement investi le champ politique, les militaires bénéficient désormais directement des ressources, notamment financières, que celui-ci offre, « *les officiers occupant des postes gouvernementaux sont [ainsi] autorisés à percevoir des salaires provenant à la fois des forces armées et de l'État (même si le total dépasse le plafond salarial constitutionnel) en vertu de nouvelles réglementations du ministère des Finances* »¹⁸. En outre, une commission d'enquête parlementaire du Sénat, contrôlée par l'opposition, a révélé « *l'étendue de la corruption dont profitent [...] les six mille militaires retraités ou d'active qui occupent des postes-clés : une économie du pillage mise en œuvre depuis les ministères, qui facilite l'accaparement des terres, l'exploitation minière clandestine, la contrebande de bois, la déforestation, etc.* »¹⁹.

Pour comprendre cette forte présence des militaires au sein du gouvernement et de l'administration publique, il faut la concevoir comme la contrepartie offerte par Bolsonaro pour leur soutien lors de l'élection présidentielle de 2018. Cette contrepartie s'est aussi matérialisée par la volonté du président d'augmenter les dépenses militaires du Brésil.

1.2. La présidence bolsonariste au prisme des dépenses militaires

L'analyse de l'évolution des dépenses militaires du Brésil de 2001 à 2020 permet de mettre en évidence trois tendances générales : une baisse des dépenses militaires à la suite de l'entrée en fonction de Luiz Inácio Lula da Silva (2003), une augmentation constante pendant ses deux mandats successifs à la présidence du Brésil (2003-2010), puis une stagnation autour des 25 milliards USD (en USD constants de 2019)²⁰.

16. VIGNA Anne, « Le Brésil, une démocratie militarisée », *Le Monde diplomatique*, n° 807, juin 2021, p. 6. À cet égard, le cas du ministère de la Défense est intéressant : alors que le rapport entre le personnel civil et le personnel militaire des ministères de la Défense britannique et français (des nations dotées de forces armées de puissance comparable à celle du Brésil) s'élève, respectivement, à un peu plus de 1 pour 4 et un peu plus de 1 pour 3, dans le ministère de la Défense brésilien, il n'y a qu'un administrateur civil pour 740 militaires retraités ou actifs ; voir DA SILVA CORTINHAS Juliano, « [Recommendations for changes in the Brazilian defense apparatus: taking steps for reforming the country's security sector](#) », *DCAF-ISSAT*, 3 février 2022.

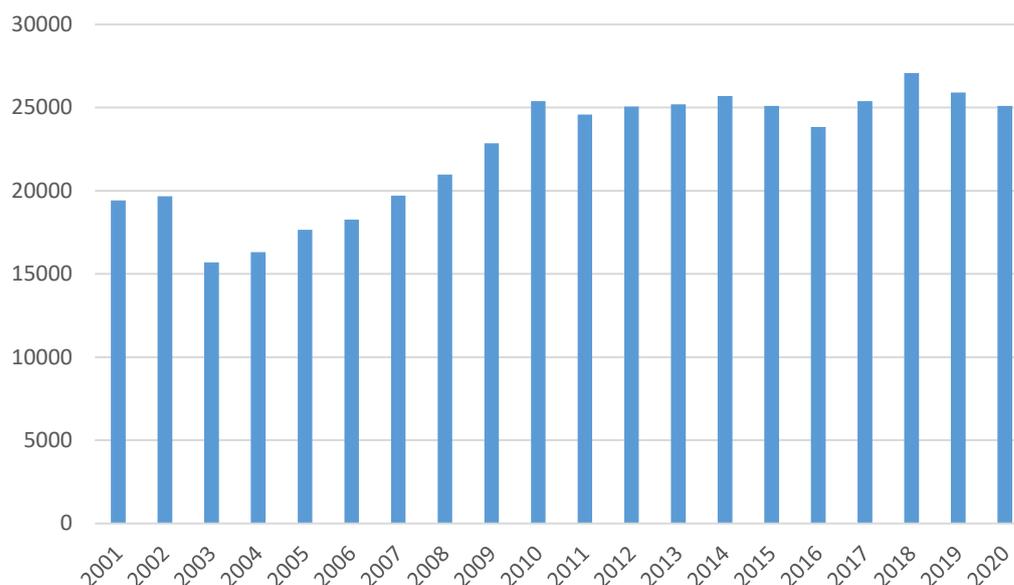
17. Voir RAYES Chantal, « [Gouvernement, entreprises publiques... Comment le président Bolsonaro a militarisé le Brésil](#) », *L'Express*, 5 juillet 2021.

18. Voir Crisis Group, *op. cit.*

19. CACCIA BAVA Silvio, *loc. cit.*, p. 10.

20. D'après les données de la *SIPRI Military Expenditure Database*, 2021.

Figure 1. Dépenses militaires du Brésil en millions USD constants de 2019, 2001-2020



Source : d'après les données de la *SIPRI Military Expenditure Database*, 2021.

Après les réductions initiales de 2003, résultant des conditions économiques difficiles au Brésil (à la suite du crash argentin de 2002 et de la politique fiscale stricte qui en a découlé) et des priorités sociales de la nouvelle administration du PT²¹, les dépenses militaires ont augmenté de manière continue jusqu'à atteindre 25,4 milliards USD en 2010. La publication de la Politique de défense nationale (2005) et la promulgation de la Stratégie nationale de défense (2008) ont accompagné cet accroissement. À partir de 2011 et l'entrée en fonction de Dilma Rousseff, cette évolution s'est arrêtée et les dépenses militaires se sont stabilisées. Il faut souligner que, malgré des relations tendues avec les militaires brésiliens, ce coup d'arrêt ne peut être imputé à la seule volonté de la cheffe de l'État ; après une expansion prolongée de l'économie brésilienne entre 2004 et 2013, l'administration Rousseff a dû faire face à la pire récession de l'histoire du Brésil (entre 2014 et 2016, près de 8 % du PIB brésilien s'est volatilisé)²².

Sous Jair Bolsonaro, les dépenses militaires du Brésil ont chuté de 3,1 % entre 2019 et 2020, passant de 25,9 à 25,1 milliards USD. Suivant des chercheurs du *Stockholm International Peace Research Institute*, cette baisse pourrait s'expliquer au regard de la crise sanitaire : « *Les coûts économiques de la pandémie de Covid-19 semblent avoir eu*

21. Voir SKÖNS Elisabeth *et al.*, « Military expenditure », dans Alyson J. K. BAILES (dir.), *SIPRI Yearbook 2004: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford, Oxford University Press, 2004, p. 336.

22. Voir HUNTER Wendy et POWER Timothy J., « Bolsonaro and Brazil's Illiberal Backlash », *Journal of Democracy*, vol. 30, n° 1, 2019, p. 71.

un impact sur les dépenses militaires du Brésil en 2020 : les dépenses militaires réelles du Brésil ne représentaient que 88 % de son budget militaire initial. »²³

Pourtant, en 2020 et en 2021, la présidence a présenté au Congrès des propositions de budget augmentant les ressources allouées au ministère de la Défense.

En août 2020, le gouvernement de Jair Bolsonaro a ainsi soumis une proposition au Congrès prévoyant un budget de 20,3 milliards USD (110,7 milliards BRL) pour le ministère de la Défense, soit une augmentation de 4,83 % par rapport au budget pour l'année 2020²⁴. Dans le secteur des investissements des programmes d'acquisition d'armes, le ministère a réussi à faire pression pour obtenir une augmentation de 269,9 millions USD (1,47 milliard BRL), portant ce budget spécifique de 1,2 milliard USD (6,7 milliards BRL) en 2020 à 1,5 milliard USD (8,17 milliards BRL) en 2021. Selon Diego Lopes da Silva : « *Le ministère de la Défense a en tête des plans encore plus ambitieux pour élargir le budget militaire : la dernière version de la Stratégie nationale de défense, soumise au Congrès en juillet 2020, propose d'augmenter les dépenses militaires du Brésil par rapport à la moyenne de 1,4 % du PIB de la dernière décennie à 2 % du PIB. »²⁵* Il faut souligner que tous ces projets se sont déployés alors même que le Brésil était particulièrement frappé par la pandémie de Covid-19 et que le pays est, depuis 2017, soumis à un régime fiscal qui limite les dépenses publiques jusqu'en 2036²⁶.

En août 2021, la proposition de budget pour l'année 2022 remise au Congrès prévoit une augmentation des ressources qui pourront être librement utilisées par le ministère de la Défense (fonds discrétionnaires). Le ministre de la Défense, le général à la retraite Braga Netto, a ainsi réussi à assurer une enveloppe de 2,1 milliards USD (11,8 milliards BRL) pour des dépenses administratives et des investissements²⁷. Ce montant est supérieur de 23,6 millions USD (132 millions BRL) par rapport à ce que le gouvernement avait initialement proposé pour 2021 et 286,3 millions USD (1,6 milliard BRL) au-dessus du budget effectif de la même année.

23. LOPES DA SILVA Diego *et al.*, « Trends in World Military Expenditure, 2020 », *SIPRI Fact Sheet*, avril 2021, p. 7 (traduction libre).

24. Sauf indication contraire, les chiffres de ce paragraphe sont tirés de SASSINE Vinicius, « [Governo aumenta investimentos para projetos das Forças Armadas em 2021](#) », *O Globo*, 4 septembre 2020, cité par LOPES DA SILVA Diego, « [Autocracy is on the rise: Should we expect military spending to follow?](#) », *SIPRI*, 29 octobre 2020.

25. LOPES DA SILVA Diego, « [Autocracy is on the rise: Should we expect military spending to follow?](#) », *op. cit.* (traduction libre).

26. Il s'agit de l'amendement constitutionnel 95, passé par le président Michel Temer en décembre 2016, qui limite l'accroissement des dépenses publiques au niveau de l'inflation de l'année précédente.

27. Tous les chiffres de ce paragraphe et du suivant sont tirés de CARAM Bernardo et RESENDE Thiago, « [Defesa ganha reforço no Orçamento de 2022 e prevê submarino nuclear, aviões militares e blindados](#) », *Folha de S.Paulo*, 1^{er} septembre 2021.

Le gouvernement prévoit d'investir environ 966,5 millions USD (5,4 milliards BRL) dans des projets stratégiques des forces armées²⁸, parmi lesquels : la construction d'un réacteur nucléaire pour le premier sous-marin brésilien doté de ce type de propulsion, l'achat de véhicules blindés, d'avions et d'hélicoptères militaires, ainsi que la production de systèmes d'artillerie et de défense à longue portée.

En contraste au coup d'arrêt qu'a connu le développement de la Stratégie nationale de défense sous la présidence de Rousseff, ces données permettent d'illustrer la volonté de Bolsonaro de relancer le plan de modernisation des équipements militaires. Une volonté d'accroître les dépenses de défense qui ne peut uniquement se résumer à des considérations stratégiques (aucune menace militaire extérieure ne plane directement sur le Brésil), mais qui résulte de la connivence entre les pouvoirs civil et militaire, et qui s'inscrit dans le processus de militarisation du pouvoir résultant du soutien des militaires à l'élection de Bolsonaro.

Cependant, outre les coûts économiques de la crise sanitaire, qui ont affecté les dépenses militaires du Brésil, la pandémie de Covid-19 a aussi engendré des coûts politiques qui ont déstabilisé l'alliance entre Bolsonaro et les forces armées.

2. La détérioration des rapports entre Bolsonaro et les forces armées

Dans le contexte tendu de la pandémie de Covid-19, le président Jair Bolsonaro a confié un rôle prépondérant à l'armée dans la gestion de la crise. L'ONG *International Crisis Group* souligne à cet égard que « *les officiers supérieurs de l'armée ont semblé suivre docilement ses directives [et] les forces armées ont été chargées de produire en masse de l'hydroxychloroquine, présentée par Bolsonaro comme une mesure de protection sans preuve de son efficacité* »²⁹. Surtout, de juin 2020 jusqu'à sa démission en mars 2021, le général Eduardo Pazuello a été à la tête d'un ministère de la Santé qui a enchaîné une série de maladroites et de controverses, parmi lesquelles celle de nommer plus de vingt officiers à des postes-clés au sein du ministère, au détriment d'un personnel techniquement plus qualifié³⁰. De manière générale, comme le relève la journaliste Anne Vigna : « *La gestion de la pandémie assurée pendant près de dix mois par le général d'active Eduardo Pazuello a été un désastre qui a coûté la vie à des centaines de milliers de Brésiliens.* »³¹

28. À noter que ces ressources n'incluent pas les dépenses relatives aux salaires et aux pensions du personnel militaire.

29. Crisis Group, *op. cit.* (traduction libre).

30. Voir *ibidem*.

31. VIGNA Anne, *loc.cit.*, p. 6.

Inquiets d'une remise en cause de leurs compétences et de leurs aptitudes à gérer des situations de crise³², les militaires se sont montrés récalcitrants à continuer de suivre fidèlement les instructions de Bolsonaro. D'ailleurs, le président aurait exigé le renvoi du commandant en chef de l'armée de terre, le général Edson Pujol, après que ce dernier a notamment préconisé des mesures sanitaires plus strictes³³.

Pour avoir contesté cette décision, le ministre de la Défense, le général à la retraite Fernando Azevedo e Silva, a été remercié par le président le 29 mars 2021³⁴. Le lendemain, en signe de solidarité, les commandants de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air annonçaient leur démission conjointe.

2.1. Le projet de pouvoir des forces armées brésiliennes

Comme le souligne l'historienne Maud Chirio : « *L'alliance entre le clan bolsonariste et les états-majors est émaillée de frictions, que les militaires ne cessent de présenter comme des signes d'autonomie et même de maintien d'un "apolitisme" de l'institution armée, afin de préserver leur image publique et des portes de sortie.* »³⁵ Les événements de mars 2021 doivent donc être interprétés comme une stratégie des militaires visant à se distancier d'un président en chute libre dans les sondages. En effet, à un an de la présidentielle, ceux-ci lui accordaient 31 % des suffrages au premier tour, contre 56 % pour l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva³⁶.

Cependant, pour pleinement comprendre cette prise de distance, il faut prendre en compte le fait que les forces armées n'ont jamais vraiment renoncé à exercer un pouvoir dans la gouvernance du pays.

Pour le professeur Wanderley Messias da Costa, l'alliance entre Jair Bolsonaro et les militaires, « *c'est la preuve claire que les forces armées brésiliennes ont une tendance enracinée à opérer sur les contours et au centre du pouvoir politique national* »³⁷. L'élection de Bolsonaro a catalysé trois ensembles de facteurs identifiés par Maud Chirio et déployés à différentes échelles de temps : l'incomplétude de la transition démocratique brésilienne, le poids effectif des secteurs radicaux au sein de l'armée (à l'image du « parti militaire ») et les missions des forces armées sous le régime démocratique (notamment celles de sécurité urbaine de « garantie de la loi et de l'ordre ») qui leur ont permis d'assurer une légitimité publique³⁸. Aujourd'hui, selon

32. S'appuyant sur un sondage Exame/IDEA daté du 10 avril 2021, la journaliste Anne Vigna relève que « *la confiance de la population dans l'uniforme a plongé de dix-huit points, alors que l'institution était jusque-là l'une des rares, avec l'Église, à bénéficier d'un crédit sans faille* » ; *ibidem*.

33. Voir PHILLIPS Tom, « [Brazil on edge as three military chiefs resign after Bolsonaro fires defense minister](#) », *The Guardian*, 30 mars 2021.

34. Voir Crisis Group, *op. cit.*

35. CHIRIO Maud, *op. cit.*

36. CACCIA BAVA Silvio, *loc. cit.*, p. 10.

37. MESSIAS DA COSTA Wanderley, *loc. cit.*, p. 9-10.

38. Voir CHIRIO Maud, *op. cit.* Sur la question des opérations de sécurité urbaine, voir BANNENBERG Jonathan, *op. cit.*

Wanderley Messias da Costa, de la configuration de ces facteurs découle le fait « *que les forces armées sont de retour au centre de la politique nationale et occupent, cette fois, une position de premier plan dans un gouvernement élu qu'ils (sic) ont soutenu dès le début* »³⁹.

2.2. Une union opportuniste à la pérennité incertaine

Suivant l'historienne Maud Chirio, deux dynamiques peuvent être mises en évidence : 1) du côté de la présidence, celle-ci utilise le corps des officiers comme sa base politique et 2) du côté des états-majors, partageant avec Jair Bolsonaro une idéologie ultraconservatrice, l'écrasante majorité des généraux le considère comme le meilleur défenseur de leurs intérêts et des politiques qu'ils souhaitent mener ; notamment en matière de maintien de l'ordre social et national⁴⁰.

Sur le premier point, les militaires ont longtemps été socialisés dans un imaginaire de supériorité par rapport aux instances civiles, notamment dans la mise en œuvre des décisions politiques. D'ailleurs, plusieurs événements sont venus renforcer cette auto-conviction chez eux, notamment la sécurisation du pays lors de la Coupe du monde de football 2014 et des Jeux olympiques d'été de 2016, et, surtout, le commandement de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) de 2004 à 2017. Cette dernière mission a particulièrement accru la fierté corporatiste de l'institution : « *De nombreux officiers et experts militaires ont proclamé avoir réussi à stabiliser Haïti et à y réduire la criminalité violente, attribuant souvent ces réalisations aux [seules] caractéristiques particulières de l'armée brésilienne, notamment son implication historique dans le développement communautaire et économique, et l'origine sociale des soldats de la troupe, dont beaucoup viennent de familles pauvres.* »⁴¹ Forts de ces expériences⁴², de nombreux officiers se sont estimés légitimes à endosser des responsabilités sortant du cadre strictement militaire⁴³ : « *Une aubaine pour M. Bolsonaro, qui, dépourvu de parti politique digne de ce nom, manquait cruellement de cadres pour peupler son gouvernement.* »⁴⁴

Cette dynamique permet de comprendre que l'alliance entre les forces armées et Bolsonaro ne s'inscrit pas uniquement sur le plan des valeurs idéologiques et culturelles mais résulte aussi de considérations plus pragmatiques, à savoir la nécessité d'un personnel politique du côté du président nouvellement élu et l'opportunité pour les militaires de se retrouver au cœur de l'appareil d'État. À l'approche de la prochaine

39. MESSIAS DA COSTA Wanderley, *loc. cit.*, p. 24.

40. Voir CHIRIO Maud, *op. cit.*

41. Crisis Group, *op. cit.* (traduction libre).

42. À noter que la conduite de la MINUSTAH a suscité des critiques, notamment de la part des organisations non gouvernementales haïtiennes ; voir VIGNA Anne, *loc. cit.*, p. 6.

43. D'après Adriana Aparecida Marques, chercheuse sur les questions de défense à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, les tâches que l'ONU a confiées aux forces armées dans le cadre de la MINUSTAH « n'étaient pas uniquement militaires, mais aussi politiques » ; citée par *ibidem*.

44. *Ibidem*.

élection présidentielle, cette union semble battre de l'aile, car, voyant sa réputation ternie au sein de la population (en juin 2021, 58 % des Brésiliens déclaraient faire confiance aux forces armées, contre 70 % en décembre 2018)⁴⁵, l'armée s'est distancée d'un Bolsonaro empêtré dans une situation politique et judiciaire défavorable (en juillet 2021, un total de 120 demandes de destitution étaient en instance à la Chambre des députés). Une stratégie qui permet à l'institution de garder toutes les options ouvertes en vue de continuer à mettre en œuvre son projet de pouvoir.

Conclusion

Au Brésil, les relations civilo-militaires restent fondées sur des équilibres fragiles, et ce malgré plus de 30 ans de processus de normalisation depuis la fin de la dictature militaire de 1964-1985. Ce processus a été initié après que l'Assemblée nationale constituante de 1988 a approuvé la nouvelle Constitution fédérale, « *mais ceci après un débat intense dans lequel les militaires exercèrent toutes sortes de pressions sur le président Sarney [José Sarney fut le président du Brésil entre 1985 et 1990] – il y avait une espèce de “tutelle militaire” exercée par les ministres des trois forces armées – et les membres de la Constituante, dans le but de préserver au maximum sa conception générale de “défense de l'État” qui serait de sa compétence exclusive* »⁴⁶. Bon an mal an, la normalisation des relations entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire au Brésil s'est poursuivie jusqu'à se stabiliser sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010). À partir de 2011 et l'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff, cette relative stabilité s'est rompue, notamment après la mise en place de la Commission nationale de la vérité.

Dans ce contexte, le soutien des militaires à l'élection de Jair Bolsonaro et le processus de militarisation du pouvoir civil sous son gouvernement ont mis en lumière des forces armées qui n'ont jamais vraiment renoncé à exercer une forme de pouvoir sur la politique nationale. C'est dans le cadre de ce projet qu'il faut comprendre l'actuelle détérioration des relations entre les militaires et Bolsonaro. La prise de distance mise en scène par les forces armées leur permet ainsi de s'aménager des portes de sortie dans un contexte politique et judiciaire qui obscurcit considérablement les chances de réélection de leur défenseur.

La question de savoir ce que feront les militaires à l'approche de la prochaine élection présidentielle (octobre 2022) reste ouverte. À nouveau soutenir Bolsonaro apparaît comme la solution la plus efficace pour maintenir les avantages considérables qu'ils ont acquis en intégrant toutes les strates du pouvoir civil depuis le début de son mandat, mais rien n'indique que les forces armées soient prêtes à le faire au détriment de leur crédit au sein de la population. Lui tourner le dos au profit du principal prétendant à la présidence, l'ancien président Lula, leur demanderait sans doute de revoir leurs ambitions politico-stratégiques à la baisse, car il n'est pas certain que celui que les

45. Voir CASADO José, « [Aliança com Bolsonaro reduziu a confiança nas Forças Armadas](#) », *Veja*, 12 juin 2021.

46. MESSIAS DA COSTA Wanderley, *loc. cit.*, p. 18.

militaires ont contribué à écarter en 2018 soit à nouveau disposé à leur tendre une oreille aussi attentive que par le passé. Une dernière issue serait le développement d'une alternative à Bolsonaro et au PT par l'approfondissement de « *la possibilité d'un "bolsonarisme sans Bolsonaro"* »⁴⁷, dont la forme finale reste à définir.

* * *

Auteur

Jonathan Bannenberg est chercheur au GRIP. Diplômé de l'Université de Lausanne (Suisse), il est titulaire d'un master en science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

47. CACCIA BAVA Silvio, *loc. cit.*, p. 10.